

# AMNESTY INTERNATIONAL

## DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : MDE 12/006/2008 (Public)

ÉFAI

11 avril 2008

### **Égypte. Après les arrestations des dirigeants du mouvement Kefaya, des enquêtes doivent être ouvertes sur les homicides commis par la police**

Amnesty International a déclaré ce vendredi 11 avril que les arrestations de George Ishak et Fathi al Hefnawy, deux dirigeants du mouvement Kefaya, à la suite des manifestations qui ont eu lieu cette semaine et au cours desquelles la police a tué deux personnes, marquaient une évolution très préoccupante de la situation en Égypte.

*« Le gouvernement a réprimé le principal mouvement d'opposition, les Frères musulmans, à l'approche des élections locales et municipales de jeudi dernier. Il a arrêté des centaines de personnes et empêché la plupart des candidats des Frères musulmans, à de rares exceptions près, de se présenter »,* a indiqué Amnesty International. *« Maintenant, il semble qu'il veuille imputer la responsabilité des manifestations violentes de ces derniers jours au mouvement Kefaya. »*

Le 5 avril, trois jours avant les élections et en prévision d'une grève générale devant avoir lieu le 6 avril pour soutenir un mouvement social des ouvriers du textile de Mahalla, à environ 120 km au nord du Caire, le gouvernement a interdit toutes les manifestations. Des milliers de policiers et de membres des forces de sécurité ont été déployés dans cette ville, ainsi qu'au Caire et dans d'autres agglomérations. Mais ces mesures n'ont pas empêché les mouvements de contestation à Mahalla, qui ont dégénéré en affrontements entre la police et les personnes protestant contre l'augmentation du coût de la vie. L'agitation sociale a ensuite rapidement gagné d'autres villes.

Au moins deux personnes ont été tuées à Mahalla, apparemment par des tirs de la police. Deux balles auraient atteint Ahmed Ali Mubarak, quinze ans, alors qu'il regardait les affrontements depuis le balcon de sa maison, le 8 avril. Ahmed El Sayyed Abdelqader, vingt ans, est mort des suites de blessures reçues quand la police a dispersé les manifestants, deux jours auparavant. Au total, plus de 100 personnes, y compris des membres des forces de sécurité, auraient été blessées au cours des manifestations de Mahalla.

*« Les autorités doivent ordonner l'ouverture immédiate d'une enquête indépendante sur l'usage de la force par la police pendant ces manifestations, afin de déterminer si des abus ont eu lieu »,* a ajouté Amnesty International. *« Les deux cas d'homicide doivent notamment faire l'objet d'une enquête approfondie. »*

George Ishak et Fathi al Hefnawy, deux membres dirigeants du mouvement d'opposition Kefaya, ont été arrêtés à leur domicile le 9 avril. Le service du procureur général de la sûreté de l'État les a accusés d'avoir incité d'autres personnes à manifester, à attaquer les gens et les biens, et à utiliser la violence afin de porter atteinte à l'autorité publique. On ignore s'ils seront jugés.

Le mouvement Kefaya, avec d'autres groupes de l'opposition, avait lancé un appel à la grève générale le 6 avril, afin de soutenir une action des ouvriers du textile de Mahalla, lesquels ont cependant annulé la grève qu'ils prévoyaient à la suite de négociations avec des responsables et de pressions du

gouvernement. Malgré cela, les 6 et 7 avril, des manifestations contre la hausse du coût de la vie ont entraîné des violences.

Les forces de sécurité ont fait usage d'une force excessive et tiré à balles réelles contre les manifestants. Elles ont également utilisé des bâtons et du gaz lacrymogène, et tiré en l'air des balles en caoutchouc et des balles réelles pour disperser la foule.

Amnesty International a demandé au président Hosni Moubarak d'interdire aux forces de sécurité égyptiennes l'usage excessif de la force ou de balles réelles contre les manifestants.

Document public